

Contribution d'André CHASSAIGNE

Je tiens par cette communication à exprimer mon appréciation sur la forme que prend nationalement le débat des communistes dans le cadre de notre 40ème Congrès.

Tout d'abord, il me faut préciser que je ne remets évidemment pas en cause le dépôt de textes alternatifs à la base commune. Ils sont statutaires et la concrétisation de divergences d'orientation et de stratégie au sein de notre Parti.

Soumettre un texte alternatif est d'autant plus nécessaire quand il est produit par d'anciens dirigeants, des élus et des camarades qui, depuis le bouleversement du 38ème Congrès, ont exprimé des divergences majeures qui n'ont pas été réglées dans nos débats et subsistent dans la base commune. Pour ne prendre qu'un exemple, celle concernant le rapprochement avec Jean-Luc Melenchon, initié aux présidentielles de 2012 puis de 2017, qui a selon moi accéléré notre effacement, sans ouvrir pour autant une perspective de changement.

Comme signataire en 2018 du Manifeste, tout en étant président du groupe GDR, j'ai eu maintes fois l'occasion d'échanger avec des collègues parlementaires qui ne partageaient pas mes prises de position et exprimaient un point de vue différent. Nous ne restions pas dans le non-dit. Chacun avançait ses arguments, s'emportait quelquefois, sans que nos appréciations et postures différentes affaiblissent notre action commune. Même si c'est parfois difficile, je sais que c'est toujours le cas au sein du groupe GDR.

De la même façon, l'écoute et le dialogue au sein de notre Parti ne peuvent être évacués, a fortiori à l'occasion d'un Congrès. La confrontation entre les différents textes doit se faire sereinement, dans le respect mutuel, en évitant mises en causes personnelles, diabolisation, instrumentalisation de fake news, et j'en passe... mais sans en rabattre sur le débat de fond et sans occulter ce que seraient les conséquences d'un soutien insuffisant à la base commune, votée très majoritairement par la Conseil national sortant.

Concernant les textes alternatifs, et au risque de contrarier certains de mes amis, ils se reconnaîtront, je suis plus dubitatif sur la méthode, quand ils émanent de

camarades qui étaient à nos côtés pour faire voter majoritairement le « Manifeste » au 38ème Congrès. Certes, au fil des années, des désaccords ont été exprimés. Ils portent essentiellement sur le fonctionnement du parti et sur une prise en compte qui aurait été insuffisante de certains éléments de nos réflexions et de notre programme. J'étais persuadé que les débats et le texte final du Congrès devaient permettre de faire un bilan et d'apporter des réponses. Sans doute avais-je sous-estimé un malaise plus profond qui a provoqué un emballement et la rédaction de textes alternatifs, avant même que soit finalisée la base commune.

Pour avoir suivi les échanges, toujours respectueux, du Conseil national, je reste convaincu que le texte adopté à une large majorité, largement débattu et amendé pour être plus consensuel, ouvre largement la voie à des contributions puis à des amendements pour le corriger et l'enrichir, le faire évoluer et inscrire des engagements sur les batailles à mener au lendemain du Congrès. A l'opposé, je crains vraiment que l'atomisation des votes le fragilise, entraînant crispations et tractations qui affaibliront non seulement son contenu mais aussi la dynamique de sa mise en application.

Ce que je ne peux accepter sans colère, c'est l'intrusion violente d'éléments extérieurs à notre parti dans notre débat interne. Par le passé, j'ai personnellement vécu cette situation pour avoir été sujet à de multiples agressions pas le biais des réseaux sociaux, émanant en particulier de militants de La France Insoumise dont le but était de porter un coup fatal à notre parti et en premier lieu à notre groupe parlementaire, constitué avec des élus progressistes de pays dits d'Outre-mer. Que des communistes nient aujourd'hui la réalité de cette intrusion en dit long sur leur aveuglement !

Ce que je déplore aussi, c'est la mise en cause systématique, obsessionnelle, sous le moindre prétexte, de notre secrétaire national. Pour percer le mur médiatique, c'est un fait que Fabien a utilisé des formules chocs. Certaines ont permis de produire un débat salutaire, sur les enjeux du travail par exemple. D'autres relevaient de maladresses qu'il a reconnu et je ne sous-estime pas l'émotion que cela a pu soulever. D'autant plus que ses saillies ont été souvent détournées et caricaturées, parfois même dans nos rangs. Mais c'est un fait aussi que ses interventions nous ont donné une

visibilité incontestable, ont fait émerger la parole de notre parti et permis de diffuser nos propositions, avec indéniablement des retours positifs.

Dans la perspective d'une candidature communiste aux présidentielles que déciderait notre Congrès, est-ce que le but recherché est uniquement une question d'image quand on initie chez les communistes le rejet de la personnalité de Fabien, en les invitant à réfléchir à « un autre profil » ?

N'est-ce pas parfois les mêmes détracteurs qui regrettaient, comme je l'ai d'ailleurs regretté moi-même, qu'une décision de sommet ait trop rapidement écarté que notre secrétaire national conduise notre liste aux élections européennes ?

Et surtout, quelle personnalité communiste serait suffisamment reconnue et aguerrie pour défendre dans l'arène médiatique et devant notre peuple nos propositions pour la France ?

Enfin, puisque la question fait partie du débat entre les textes, comment lâcher la proie pour l'ombre en concevant a priori, une fois de plus, une élection présidentielle où nos idées seraient sensées être portées par procuration, on ne sait comment, par un candidat dont le choix nous déchirerait et ne ferait au final jamais l'unanimité dans nos rangs ?

Nous appréhendons tous, à juste raison, la prise de pouvoir par l'extrême-droite, dans un contexte de division d'une gauche déjà considérablement affaiblie. La plupart d'entre nous pensent que le pire pourrait être évité par un rassemblement, dès le premier tour, de toutes les forces de gauche et écologistes sur un projet de changement partagé.

Malgré les efforts de notre parti pour mener le débat de contenu avec les autres forces, soyons francs en reconnaissant une réalité qui s'impose à nous : dans la bataille des égos et l'affrontement des appareils, les conditions pour une candidature unique n'étaient pas remplies et il est un peu probable qu'elles le soient. Chacun d'entre nous en connaît les raisons et doit admettre que ce n'est pas de notre fait. Fallait-il faire le choix du faux-semblant et anticiper une stratégie qui revient à notre Congrès ?

Comment ce constat pourrait nous conduire à être les seuls à abandonner la bataille idéologique et ne pas faire valoir, classe contre classe, nos propositions ? Un tel renoncement ne conduirait-il pas à affaiblir davantage notre Parti ?

Quoi qu'il en soit, notre Congrès sera difficile, houleux, parfois douloureux, mais le briscard que je suis appelle à un débat ouvert, fraternel, sincère et fructueux.

« L'atterrissage est toujours plus compliqué que l'envol » aurait écrit Alain-Fournier, auteur du Grand Meaulnes. A l'opposé, j'émetts le vœu que ce Congrès permette au final un atterrissage plus réussi que son envol. Il nous faut pour cela consolider la base commune. Elle le permet.

A défaut, le crash serait un suicide collectif aux conséquences incommensurables pour notre peuple, à l'heure où la responsabilité de notre Parti est d'ouvrir, dans l'unité et la durée, des perspectives d'avenir dans un pays à la dérive.